

328721-2026 - Mise en concurrence

France – Travaux de construction – REUNION - GILLOT (974) – BA 181 – Déconstruction du bâtiment 011 et l'auvent 066 et construction d'une Unité de Distribution des Produits de Santé (UDPS). Marché global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien et maintenance (CCAEM) - Phase candidature

OJ S 92/2026 13/05/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Travaux

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: DID SDS

Adresse électronique: did-saint-denis-la-reunion.resp-achat-invest.fct@intradef.gouv.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur: Défense

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: REUNION - GILLOT (974) – BA 181 – Déconstruction du bâtiment 011 et l'auvent 066 et construction d'une Unité de Distribution des Produits de Santé (UDPS). Marché global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien et maintenance (CCAEM) - Phase candidature

Description: Le marché porte sur la déconstruction complète du bâtiment 011 et l'auvent 066 situés sur la base aérienne 181 Gillot afin d'y construire un bâtiment neuf pour accueillir l'Unité de Distribution des Produits de Santé (UDPS).

Identifiant de la procédure: 0ac80eb4-fbe7-452d-aaad-04222c9bb50f

Identifiant interne: 08RN26

Type de procédure: Restreinte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Travaux

Nomenclature principale (cpv): 45000000 Travaux de construction

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): La Réunion (FRY40)

Pays: France

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

Sans objet

Règlementation applicable en cas de marché transfrontalier: Sans objet

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: REUNION - GILLOT (974) – BA 181 – Déconstruction du bâtiment 011 et l'auvent 066 et construction d'une Unité de Distribution des Produits de Santé (UDPS). Marché global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien et maintenance (CCAEM) - CCAEM - Phase candidature

Description: Le marché porte sur la déconstruction complète du bâtiment 011 et l'auvent 066 situés sur la base aérienne 181 Gillot afin d'y construire un bâtiment neuf pour accueillir l'Unité de Distribution des Produits de Santé (UDPS). Les prestations sont réparties en 3 postes détaillés ci-dessous : - Poste 1 : conception : APD et PRO - Poste 2 : construction et aménagement - Poste 3 : entretien, exploitation et maintenance - Pour atteindre ces objectifs, la Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint-Denis a choisi de recourir à un Marché Public Global Sectoriel, tel que défini et encadré par l'article L.2171-4-1er du code de la commande publique Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la notification du présent marché. A titre indicatif, le montant prévisionnel de l'enveloppe financière réservée pour la conception, la construction, l'aménagement, l'exploitation et la maintenance de la présente opération, toutes tranches confondues, est arrondi à 2 830 000,00 € HT.

Identifiant interne: 08RN26

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Travaux

Nomenclature principale (cpv): 45000000 Travaux de construction

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): La Réunion (FRY40)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 47 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 2 830 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 5

Nombre maximal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 5

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

5.1.11. Documents de marché

Date limite de demande d'informations complémentaires: 22/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00)

Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requête

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variante: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 01/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requête

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Je vous informe que vous avez la possibilité d'exercer les voies de recours suivantes : 1/ Référé précontractuel en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence (article art L.551-1 à L. 551-12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice administratif), et devant être introduit avant la signature du contrat, 2/ Recours pour excès de pouvoir dans l'hypothèse d'une 4/7 déclaration d'infructuosité de la procédure contre cette décision, dans un délai de deux mois à compter de la notification du courrier de rejet (art. R. 421-1 du code de justice administratif). A titre complémentaire, je vous informe des voies de recours suivantes susceptibles d'être exercées après la signature du contrat : 1/ Référé contractuel (L 551- 13 à L.551-23 et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administratif) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution, ou à défaut, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, 2/ Recours en excès de pouvoir contre une décision détachable ou une clause réglementaire du contrat, dans les 2 mois, à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriée ou la notification de l'acte attaqué (art R. 421- 1 du code de justice administratif), 3/ Recours de pleine juridiction en contestation de validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994), 4/ Recours indemnitaire tendant à l'indemnisation d'un préjudice subis chiffré et motivé (CE,

Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et- Garonne, n°358994, CE, avis, 11 mai 2011, Société Rébillon Schmidt Prévot, n° 347002) sous réserve d'un recours préalable devant l'administration (art. R421-1 du code de justice administratif).

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu d'exécution: DID SDS

Adresse web de la législation fiscale: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu d'exécution: DID SDS

Adresse web de la législation environnementale: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu d'exécution: DID SDS

Adresse web de la législation sur l'emploi: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: DID SDS

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: DID SDS

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: DID SDS

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: DID SDS
Numéro d'enregistrement: 13000190200290
Département: La Réunion
Ville: SAINT DENIS
Code postal: 97476
Subdivision pays (NUTS): La Réunion (FRY40)
Pays: France
Point de contact: Section achats infrastructures
Adresse électronique: did-saint-denis-la-reunion.resp-achat-invest.fct@intradef.gouv.fr
Téléphone: 0262933191
Adresse internet: <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation:

Acheteur
Prestataire de services de passation de marché
Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché
Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours
Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu d'exécution
Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu d'exécution
Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu d'exécution

8.1. ORG-0002

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Numéro d'enregistrement: 17974005500019

Département: 974
Ville: SAINT DENIS
Code postal: 97400
Subdivision pays (NUTS): La Réunion (FRY40)
Pays: France
Adresse électronique: greffe.ta-saint-denis@juradm.fr
Téléphone: 02 62 92 43 60
Adresse internet: <http://la-reunion.tribunal-administratif.fr>
Adresse URL pour l'échange d'informations: <http://la-reunion.tribunal-administratif.fr>
Rôles de cette organisation:
Organisation chargée des procédures de recours
Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 554108dd-8c19-48b1-9f59-0077e442d85a - 01
Type de formulaire: Mise en concurrence
Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire
Sous-type d'avis: 16
Date d'envoi de l'avis: 12/05/2026 06:28:55 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français
Numéro de publication de l'avis: 328721-2026
Numéro de publication au JO S: 92/2026
Date de publication: 13/05/2026